

à la une

TEMPS DE COCHON

Pékin célèbre cet hiver le 40^e anniversaire du lancement des réformes économiques par Deng Xiaoping. Un événement consensuel en apparence, mais qui est utilisé tant par la propagande officielle que par les rares intellectuels qui osent contester la politique de Xi Jinping, écrit le dissident Hu Ping [lire ci-dessous]. Si le président se présente comme le digne successeur de Deng, il n'a fait que renforcer son pouvoir depuis six ans, a fortement réprimé les libertés et fermé la porte aux évolutions de la société, analyse un ancien apparatchik [p. 28].

Premières dissensions depuis six ans

Pour ce célèbre journaliste chinois, en tressant des couronnes à Deng Xiaoping, certains au sein du régime expriment en fait de fortes critiques vis-à-vis de la méthode de gouvernement de Xi Jinping.

— Radio Free Asia Washington

Les conversations en Chine tournent ces derniers temps autour de deux sujets brûlants : la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis d'une part, la commémoration des quarante ans de réformes et d'ouverture d'autre part. Quand ces sujets sont abordés au sein de l'institution du Parti ou du gouvernement, certains font l'apologie de Deng Xiaoping tout en critiquant indirectement – voire directement – Xi Jinping. Selon eux, Xi a rétabli la présidence à vie et le culte de la personnalité [de l'ère Mao], en cachant ses véritables intentions; il a abandonné la stratégie consistant à faire profil bas sur la scène internationale; il favorise l'entreprise publique au détriment du secteur privé. Tous ces points montrent qu'il tourne carrément le dos à la politique de réformes et d'ouverture lancée par Deng [en décembre 1978].

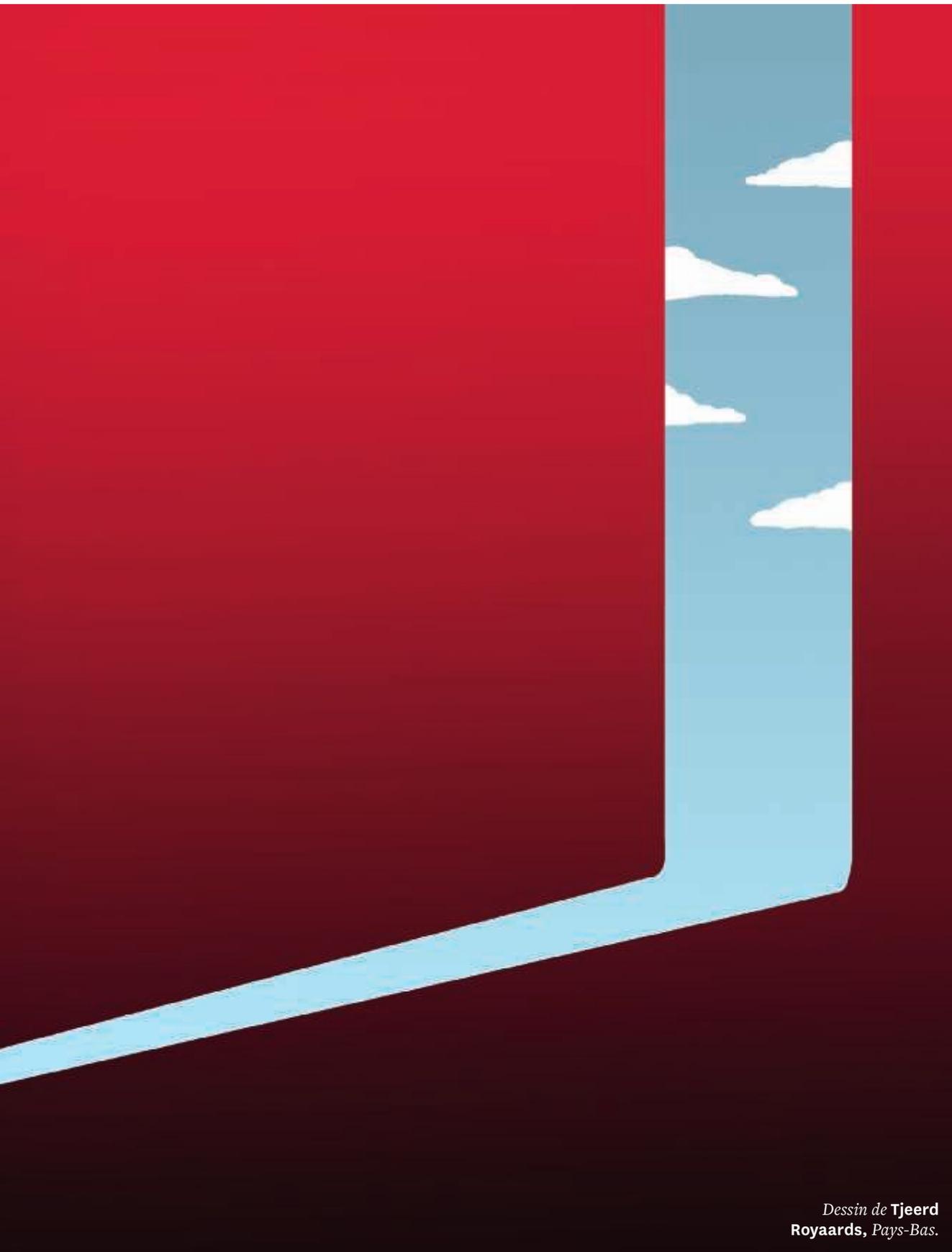
Le 4 mai dernier, un dazibao de 24 pages signé par Fan Liqin, ancien étudiant de l'université de

Pékin, a été affiché dans le Triangle du campus [haut lieu des manifestations étudiantes]. L'auteur, ami du fils aîné de Deng Xiaoping, Deng Pufang, accusait notamment Xi Jinping de revenir en arrière. Le 16 septembre, dans un discours prononcé lors de l'assemblée de la Fédération des handicapés [dont il est président; il est paraplégique depuis qu'il a été défenestré pendant la Révolution culturelle], Deng Pufang a pour sa part déclaré : *"Il nous faut absolument rechercher la réalité dans les faits et garder l'esprit lucide, être conscient de nos capacités et éviter de sombrer soit dans l'arrogance, soit dans l'humilité excessive, nous fonder sur nos caractéristiques nationales et nous rappeler le fait que nous en sommes au stade primitif du socialisme."* Il n'est pas bien difficile de savoir à qui il pense quand il parle ainsi...

De son côté, le 24 juillet, Xu Zhangrun, professeur au département de droit de l'université Tsinghua, a publié un article dans lequel il ne se contente pas de réclamer la réintroduction d'une limitation du nombre de mandats → 26



POUR LA CHINE



Des intellectuels chinois appellent à réformer

●●● Jamais un intellectuel chinois ne se permettrait de dire publiquement au Parti communiste chinois (PCC) de se défaire de son pouvoir. Zheng Yefu l'a fait. Ce courageux professeur de l'université la plus réputée du pays, l'université de Pékin, a livré son analyse de la situation politique en Chine. Intitulée "Les causes d'une réforme politique avortée", elle a été publiée sur les réseaux sociaux au début de cette nouvelle année. Le texte est diffusé par le site **China Digital Times** basé aux États-Unis. Cet appel était visiblement destiné au président Xi Jinping, alors que la Chine célébrait en décembre le 40^e anniversaire du lancement des réformes par Deng Xiaoping. *"En soixante-dix années au pouvoir, le Parti communiste chinois a provoqué tellement de souffrances pour le peuple chinois! Il a évolué de telle manière qu'aujourd'hui cela se traduit par cette situation : le Parti n'est plus capable de produire de bons dirigeants aux différents échelons de la société chinoise. Il a quasiment perdu ses mécanismes d'autocorrection"*, estime Zheng Yefu. *"Il serait dans l'intérêt du peuple et du Parti lui-même que le PCC se retire pacifiquement de la scène historique, en s'appliquant à éviter violence et troubles sociaux. À mon avis, désormais, pour les dirigeants du PCC, le seul grand événement qui puisse s'inscrire est de mener à bien un retrait digne."* À la fin du mois de décembre, une centaine d'intellectuels chinois ont également eu le courage de clamer leur désir de réformes, dans de courts messages personnels rassemblés par une main inconnue. Ce texte, sorte d'immense cri du cœur, circule sur l'Internet chinois et est diffusé sur le site *China Digital Times*. Parmi les 100 auteurs, Cai Shenkun, chroniqueur indépendant pékinois, affirme que *"réformer, cela n'est pas seulement faire que personne ne souffre plus de la faim, mais aussi que tout le monde ose parler, n'ait plus peur de parler"*. Le spécialiste des médias Zhan Jiang souligne de son côté que *"sans liberté de la presse et de publication, toutes les autres libertés ne sont que fantasmes"*. Le 18 décembre, en prononçant son discours lors du 40^e anniversaire, Xi Jinping déclarait, selon l'organe du PCC, **Le Quotidien du peuple** : *"Nous changerons résolument ce qui peut être et ce qui doit être réformé, nous ne changerons pas ce qui ne peut l'être."* Ce discours du président chinois a été interprété comme un refus de toute réforme politique. *"Xi Jinping a suggéré que la réforme politique est absolument impossible"*, disait à ce propos le journal hongkongais **Ming Pao**.

Dessin de Tjeerd
Royaards, Pays-Bas.

24 ← présidentiels [que Xi Jinping a fait ôter de la Constitution], mais aussi une réhabilitation des victimes du 4 Juin [la répression de Tian'anmen en 1989]. Enfin, quelques économistes dénoncent la propagande consistant à "surestimer la Chine", en soulignant qu'elle est à l'origine du déclenchement de la guerre commerciale avec les États-Unis, qui met en difficulté l'économie chinoise. À mots couverts, ils en rejettent la faute sur les plus hautes autorités. On pourrait citer encore bien d'autres exemples. Depuis plus de six mois, des voix s'élèvent ainsi qui vantent l'action de Deng Xiaoping pour mieux chapitrer Xi Jinping. C'est du jamais-vu depuis l'arrivée de celui-ci au pouvoir il y a six ans.

S'IL SA LIGNE ÉTAIT REJETÉE, XI JINPING POURRAIT ÊTRE MIS SUR LA TOUCHE.

Il est savoureux que le vice-président des États-Unis, Mike Pence, ait recouru au même procédé dans un discours prononcé le 4 octobre. Il a critiqué à plusieurs reprises Xi Jinping sans le nommer. "Un haut dirigeant chinois en visite dans les locaux de la China Global Television Network (réseau international de télévision chinois) a affirmé un jour que 'les médias qui opèrent sous la houlette du Parti et du gouvernement constituent un front stratégique de la propagande et doivent la loyauté au Parti'", a souligné Mike Pence, ajoutant que si les États-Unis avaient au départ décidé de développer largement leurs relations avec la Chine, notamment sur le plan commercial et économique, c'était dans l'espoir que Pékin permettrait à ses citoyens de jouir de davantage de libertés. Pendant toute une période, la Chine a progressé effectivement pas à pas vers

d'avantage de libertés et un meilleur respect des droits de l'homme. Mais, ces dernières années, elle a pris un brusque tournant vers toujours plus de contrôle et de répression. Alors que Pékin fait toujours semblant de soutenir "les réformes et l'ouverture", la célèbre politique de Deng Xiaoping est complètement vidée de son sens. Mike Pence exprimait là l'espoir de voir les dirigeants chinois revenir à l'esprit de réformes et d'ouverture qui prévalait à la reprise des relations entre les deux pays [en 1979].

Comment interpréter cette façon d'exalter Deng Xiaoping pour critiquer l'action de Xi Jinping? Je l'ai déjà dit, la Chine n'a pas connu une fois deux vagues de réformes, entre lesquelles le mouvement du 4 Juin a été un tournant. Ce massacre commandé par Deng Xiaoping a poussé les réformes chinoises dans une mauvaise direction. Intrinsèquement, il n'y a pas de différences entre la ligne Xi Jinping et la ligne Deng Xiaoping; dans l'ensemble, la manière de procéder du premier s'inscrit dans le prolongement de celle du second, sauf que Xi s'en écarte parfois en accentuant les pires aspects [la répression]. En ce sens, on peut considérer comme positif le fait que certaines personnalités internes au régime cherchent à s'y opposer en réclamant un retour à la ligne Deng. Car, d'une part, la ligne suivie par Xi est assurément plus détestable que celle de Deng et, d'autre part, si sa ligne était rejetée, Xi Jinping pourrait être mis sur la touche; ce ne serait pas alors un retour pur et simple au point de départ et cela nous propulserait beaucoup plus loin. Si le vice-président Mike Pence espère également un retour à la ligne Deng au détriment de celle de Xi au sein du Parti communiste chinois, c'est sans nul doute en raison de considérations analogues.

—Hu Ping

Publié le 5 novembre 2018

Point de vue

Mauvais augures pour la croissance

●●● Le 16 décembre, Xiang Songzuo, sous-directeur du Centre de recherche monétaire internationale de l'université Renmin, à Pékin, et ancien économiste en chef de la Banque agricole de Chine, a jeté un pavé dans la mare. Il prononçait un discours à l'université Renmin, dont une transcription est diffusée sur le site hongkongais **Xinshiji**. "La chose la plus importante qui se soit passée en Chine en 2018, c'est le ralentissement économique, a dit Xiang. Avec quel degré de gravité? Le Bureau national des statistiques donne la croissance du PIB à 6,5%, mais un rapport interne a été rendu hier par un groupe de chercheurs d'une institution de tout premier plan, donnant deux autres chiffres. La première estimation indique une croissance à 1,67%. L'autre est une croissance négative." Sans vouloir entrer dans le débat de chiffres Xiang analyse: "Trois erreurs d'appréciation ont été commises au cours de l'année écoulée." Ces erreurs concerneraient non seulement l'ampleur du ralentissement économique, mais aussi l'impact sur l'économie chinoise de la guerre commerciale avec les États-Unis. La presse chinoise s'est montrée beaucoup trop optimiste quant aux chances

de l'emporter face à Washington, alors que l'on arrive aujourd'hui à "un conflit de valeurs" entre les deux pays, conflit dont on n'a "pas encore trouvé la porte de sortie". Troisième erreur, selon Xiang: les coups portés à l'entreprise privée en Chine, par un rappel constant à l'orthodoxie marxiste - qui appelle à sa disparition alors qu'elle compte pour environ 70% du PIB. La captation vidéo de ce discours, immédiatement postée sur les réseaux sociaux chinois, a été rapidement censurée et n'est plus disponible que sur **YouTube** - dont le site est bloqué en Chine - mais il a déjà été vu 1,5 million de fois. Car Xiang ne se contente pas de commentaires économiques. Les difficultés de l'entreprise privée ne sont pas d'ordre financier, dit-il. "Elles tiennent de l'incertitude des politiques publiques, et du fait que le gouvernement manque à sa parole." Et pour que la Chine suive une courbe de croissance stable et continue, il affirme que le pays a besoin de trois grandes réformes: fiscale, politique et institutionnelle. Et M. Xiang de conclure: "Nous espérons entendre retentir l'appel à un nouvel approfondissement des réformes. Sans changements, l'économie chinoise va s'enfoncer en terrain miné."

Pour sortir du conflit avec Washington

Dans un éditorial prudent, le magazine économique **Caixin** apporte sa pierre aux demandes de réformes repoussées par Xi Jinping.

—Caixin Zhoukan (extraits) Pékin

Le premier jour de cette nouvelle année 2019 a marqué le 40^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine populaire et les États-Unis. Celui-ci était intimement lié au processus d'ouverture et de réformes en Chine [les deux événements ont été concomitants]. À cette époque, la Chine a cherché à répondre à ses besoins de changement interne grâce à l'aide de capitaux, technologies et méthodes de gestion venus de l'étranger, en particulier des États-Unis, qui ont joué un rôle prépondérant.

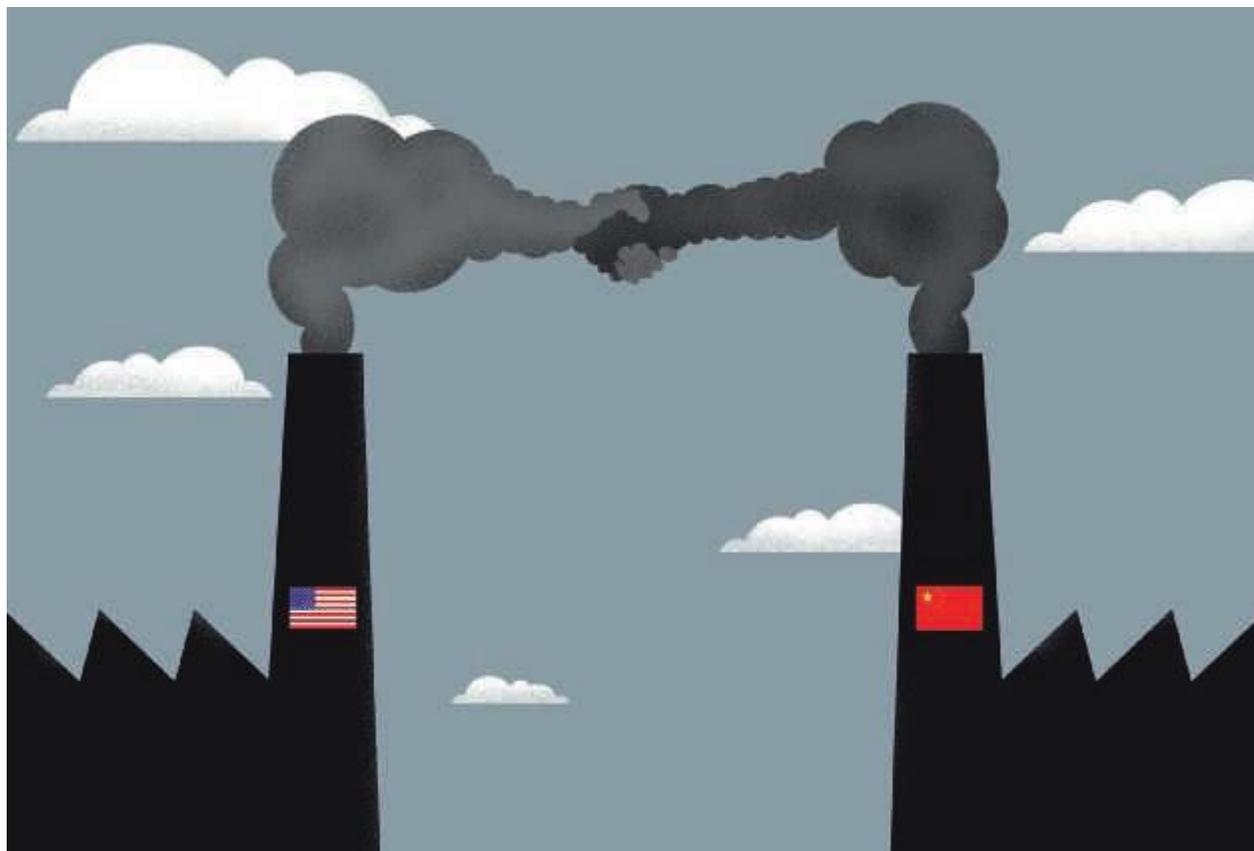
Depuis, la puissance respective des deux pays a évolué, et la question de savoir comment équilibrer leurs rapports se pose. Aux États-Unis, certains n'apprécient pas que la Chine se montre de plus en plus active dans les mécanismes multilatéraux internationaux et se demandent si elle n'aurait pas pour intention de contester la première place des États-Unis dans l'ordre mondial d'après-guerre. En Chine, beaucoup pensent que les États-Unis n'ont pas "renoncé à [les] anéantir". Bref, il existe clairement un "consensus" entre les deux clans bellicistes de part et d'autre de l'océan, et si l'on n'y fait rien les suspicions issues de l'imagination de chacun risquent fort de se réaliser.

De la solution trouvée dépendra l'orientation future des relations sino-américaines. Pour les Chinois, le plus important n'est pas de se pencher sur ce que souhaitent entendre les Américains, mais bien d'avoir une idée claire de ce qu'ils veulent eux-mêmes retirer de leurs relations avec les États-Unis et d'une coopération mondiale élargie, de ce qu'ils veulent et peuvent faire. Nous considérons qu'un approfondissement généralisé des réformes et une ouverture plus poussée vers l'extérieur correspondent toujours le mieux aux intérêts et attentes de part et d'autre. Ainsi, au cours de ce processus, nos concitoyens devraient acquiescer une vision limpide de "ce qui doit et peut être modifié" et ce qui "ne doit pas et ne peut pas être modifié" [allusion aux termes employés dans son discours du nouvel an par le président Xi Jinping, pour refuser les réformes demandées de toutes parts en Chine].

L'auteur

HU PING

Rédacteur en chef du magazine dissident **Beijing zhi Chun**, publié à New York, Hu Ping est exilé aux États-Unis depuis les années 1980. Fin observateur de la vie politique chinoise, il produit toujours des analyses très pertinentes de l'actualité.



Contexte

Les disparus de l'an 2018

●●● “Il n'est pas rare pour les individus qui élèvent la voix contre le gouvernement chinois de disparaître, mais les ‘disparitions’ se sont multipliées depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013”, écrit **The Diplomat**. Ces “disparitions” sont en fait des mises en détention pour enquête, sans que la famille soit mise au courant, et encore moins la presse. En 2018 entrent dans cette catégorie “non seulement des dissidents et des militants, de hauts responsables, des étudiants marxistes, des étrangers et, même, une star de cinéma”, précise le webzine. Sans oublier le patron d'Interpol, dont l'arrestation a ensuite été confirmée par Pékin en octobre. La découverte par des chercheurs étrangers d'un nouveau réseau de camps de rééducation au Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, aura également marqué l'année. Environ un million de Ouïgours et membres d'autres minorités y seraient détenus et sommés de renoncer à l'islam. Un photographe chinois mondialement connu, Lu Guang, a aussi été arrêté au Xinjiang sans que ses avocats puissent le voir.

Chine - États-Unis
une trêve durable?

●●● Des responsables chinois et américains se sont longuement rencontrés au début de janvier à Pékin pour tenter de rapprocher les points de vue. “Les négociateurs se sont quittés le 9 en estimant avoir progressé dans l'identification et la réduction des divergences, mais sans pouvoir déterminer une date pour conclure”, note le **New York Times**. Les présidents Xi et Trump, le 1^{er} décembre, s'étaient donné quatre-vingt-dix jours pour parvenir à un accord qui mettrait un terme à plusieurs mois de guerre commerciale. Selon la partie américaine, la Chine pourrait s'engager à acheter une quantité “substantielle” de produits américains. Les différends sur la protection de la propriété intellectuelle en Chine et sa pratique du transfert de technologie forcé ont aussi été abordés. Nul doute que les chiffres du commerce extérieur pèsent dans la balance : selon les douanes chinoises, les échanges commerciaux ont décroché en décembre 2018, indique le site en chinois du **Nihon Keizai Shimbun**. Les exportations sont inférieures de 4 % à celles qui ont été enregistrées au cours du même mois en 2017, et les importations, de 8 %. Ce sont les échanges avec les États-Unis qui sont les plus touchés.

Certes, c'est grâce aux Chinois et non pas – comme certains hommes politiques américains l'affirment – grâce aux États-Unis que la Chine est prospère aujourd'hui. Néanmoins, ce qui a été réalisé à la période de réformes et d'ouverture est bien différent de ce qui l'avait été à l'époque où la Chine était repliée sur elle-même. La “courbe d'apprentissage” empruntée par les Chinois durant ces quarante dernières années

insuscite les éloges du monde entier, mais la Chine reste un pays en voie de développement. Le système d'économie de marché n'y est toujours pas accompli; la modernisation de la gouvernance et des institutions politiques reste longue et accidentée. C'est pour ces raisons que les dirigeants chinois ont préconisé de “cueillir tous les fruits de la civilisation humaine”, en suivant les meilleurs exemples sans exclure quelque domaine ou région que ce soit.

Lors du troisième plénum du 18^e Congrès du Parti communiste chinois [en 2013, un an après l'accession au sommet de Xi Jinping], une ouverture tous azimuts du pays était projetée. En 2018, le rythme de celle-ci s'est nettement accéléré, avec notamment sur le plan financier un assouplissement des limitations à la participation des investisseurs étrangers au capital des entreprises. Un projet de loi protégeant davantage les investissements étrangers est en train d'être étudié, et la prochaine étape va consister à accentuer l'ouverture des secteurs des télécommunications, de l'éducation, de la santé et de la culture. Nul doute que ces mesures vont redonner confiance aux Chinois.

Quarante ans après le lancement de la politique de réformes et d'ouverture, la question se

pose en des termes différents : au départ, l'ouverture était inspirée par la volonté de favoriser les rentrées de devises grâce aux exportations et d'exploiter l'avantage démographique. Désormais, le point clé est la transformation du système. Il faut améliorer l'environnement des affaires profession par profession et secteur par secteur, renforcer l'efficacité des contrôles, délimiter clairement les champs d'action des instances gouvernementales, ainsi qu'entre l'administration et le marché, et préciser les domaines autorisés à bénéficier de capitaux chinois ou étrangers. Pour mener à bien ces tâches, il faut pouvoir s'appuyer sur une échelle de valeurs et

une idéologie adéquates.

“Nous avons mille raisons d'établir de bonnes relations avec les États-Unis, et aucune raison d'en établir de mauvaises”, avait affirmé Xi Jinping [lors de sa première rencontre en Floride avec Donald Trump, en avril 2017]. La Chine et les États-Unis entretiennent des rapports si étroits qu'il n'est plus possible de “rompre tout lien”. Comment alors traiter avec les États-Unis? En réalisant effectivement les choses que la Chine a promises. Lors de leur rencontre [en marge du sommet du G20] en Argentine, les chefs d'État chinois et américain sont convenus de ne plus augmenter les droits de douane et de respecter une trêve commerciale de quatre-vingt-dix jours pour des négociations [dont une nouvelle session a eu lieu au début de janvier]. En dépit de ce laps de temps très court, le monde entier espère que les groupes de travail des deux pays parviendront à trouver un “projet acceptable par les deux parties”.—

↑ Dessin de Falco, Cuba.



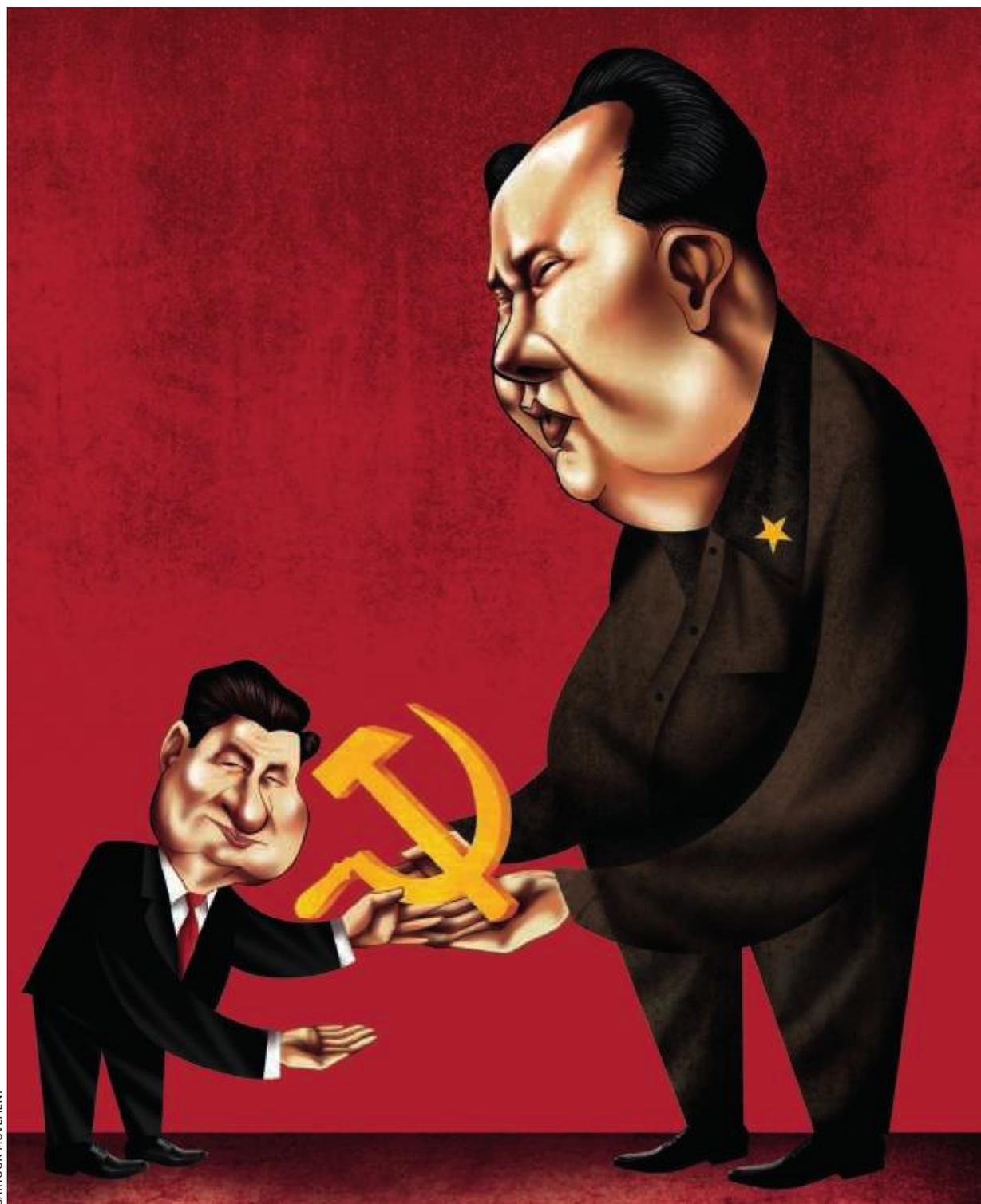
ÉDITO



SOURCE

CAIXIN ZHOUKAN
Pékin, Chine
Hebdomadaire
200 000 ex.
caixin.com
Caixin Zhoukan est un magazine économique chinois de premier plan, qui fait preuve d'une grande réactivité à l'information et conduit des investigations de qualité, tout en publiant des chroniques d'experts reconnus. Historiquement, c'est le magazine de la réforme économique libéral en Chine.

Publié le 7 janvier



CARTOON MOVEMENT

Comment Xi Jinping a trompé les attentes

Au bout d'un premier mandat, le président chinois a finalement abattu ses cartes, écrit un fin connaisseur de l'appareil politique. Xi a fait mine d'endosser les habits de Deng Xiaoping mais a surtout consolidé son pouvoir.

— Niuyue Shibao Zhongwen Wang
(version chinoise du *New York Times*)
(extraits) Pékin

En arrivant il y a six ans au pouvoir, Xi Jinping entamait son mandat dans d'assez bonnes conditions, et connaissait même une courte lune de miel avec la population. Il lui proposait son "rêve chinois", une vision certes destinée à plaire aux nationalistes et au prolétariat, mais globalement acceptable également par le clan libéral. D'autant que le haut dirigeant s'était rendu sans tarder dans le sud du pays, à Shenzhen, pour rendre hommage à la statue de Deng Xiaoping érigée sur la colline du parc Lianhuashan [parc du Lotus]. Il avait ainsi dissipé aux yeux des forces modérées l'impression de dureté donnée durant la période où il était un simple prétendant au trône, et leur avait laissé croire qu'il allait continuer sur la voie de l'ouverture et de la réforme tracée par Deng. Xi Jinping bénéficiait en outre de l'aura d'"homme éclairé" de son père [Xi Zhongxun eut en charge la création en 1979 de la première zone économique spéciale de Shenzhen]. Cette démarche symbolique eut les effets escomptés en suscitant un courant de sympathie à son égard, y compris parmi les intellectuels.

Deux fronts. Cependant, lorsque des initiatives susceptibles d'ébranler le pouvoir du Parti communiste chinois (PCC) sont apparues dans la population ou chez les intellectuels, Xi Jinping a dévoilé son visage de conservateur, et il a tracé clairement la ligne qu'il est déterminé à ne pas laisser franchir.

En mai 2014, je donnais mon analyse lors d'une conférence à l'université chinoise de Hong Kong. Pour moi, l'objectif de Xi Jinping était d'opérer une refonte du PCC, pour aboutir à une Chine puissante appuyée sur son parti unique. Je résumais ainsi : au cœur de sa politique, il plaçait l'amélioration de la gouvernance interne au PCC et de sa capacité à mener à bien ses politiques ; tactiquement, il ouvrait deux fronts pour mieux contrôler à la fois les cadres du Parti et la population ; enfin, il faisait avancer les trois grands chantiers que sont la lutte contre la corruption, la réforme de l'administration locale et l'édification d'un État de droit. À l'époque, je considérais qu'à moins d'un grand bouleversement, la ligne de Xi Jinping ne dévierait pas trop de cela durant son premier mandat.

Aujourd'hui, cette analyse mérite d'être affinée. À l'époque, je pensais que la détermination de Xi Jinping à s'attaquer à ces "deux fronts" du contrôle des cadres du Parti et des simples citoyens venait des leçons que l'on pouvait tirer du mandat de son prédécesseur, Hu Jintao : d'une part, la corruption avait gagné du terrain, le Parti s'était affaibli et divisé, et était sur la défensive face à la poussée de la société civile et des mouvements d'opposition ; d'autre part, la faction "éclairée" au sein du Parti vantait le respect des valeurs universelles et prônait la démocratie interne, en trouvant un écho à l'extérieur du Parti dans le clan libéral qui souhaitait un changement de régime. Pour Xi Jinping,

s'il ne parvenait pas à redresser une telle situation, c'était la fin du Parti et du pays. Or, il refusait absolument d'être le "prince du déclin", et de voir le territoire légué par ses ancêtres se déliter entre ses mains. Une telle situation découlait de la division au sein des plus hautes instances du pouvoir, de la cacophonie dans les couches dirigeantes du Parti où chacun ne s'occupait que de son pré carré au détriment de l'autorité – considérablement affaiblie – du secrétaire général. Tel était l'enseignement que Xi Jinping en avait tiré.

Deng Xiaoping avait amorcé les réformes [à la fin de l'année 1978] sur la base de l'héritage de Mao Zedong, et en particulier celui, très important, de la faillite idéologique. Par conséquent, Deng s'était employé, à travers ses réformes, à vider l'idéologie de son contenu. Ainsi encouragée à se développer sur le plan matériel, la société, privée du soutien de toute croyance, allait reporter sa foi sur la richesse, et la corruption avait inévitablement pointé son nez. D'autant plus qu'au début de la période des réformes, Deng Xiaoping avait fermé les yeux sur ce phénomène pour mieux asseoir son pouvoir. Au fur et à mesure que l'enrichissement matériel devenait plus poussé et plus répandu, la corruption s'était donc étendue. Si, à l'époque de Hu Jintao [2002-2012], la Chine était devenue la deuxième économie mondiale, elle était aussi devenue un pays où la corruption atteignait des sommets, dans le Parti comme dans le reste de la société.

D'un autre côté, les citoyens ayant retrouvé le droit à la propriété privée [inscrit dans la loi en 2007] et le contrôle social s'étant assoupli, la société a trouvé davantage d'espace pour respirer, et elle s'est développée en prenant peu à peu ses distances par rapport à l'État. Différentes organisations sociales, y compris des associations de défense des droits civiques, ont alors prospéré en Chine. La population avait pris conscience de son rôle de citoyen et de ses droits, et des mouvements de protection de ces droits civiques avaient surgi çà et là. Si le gouvernement a cherché à les réprimer, il a néanmoins donné l'impression d'être dépassé par l'ampleur de la tâche. Face aux forts mouvements d'opposition, il est apparu en position défensive. Cela a été particulièrement net à l'époque de Hu Jintao.

LA POPULATION AVAIT PRIS CONSCIENCE DE SON RÔLE DE CITOYEN, ET DES MOUVEMENTS DE PROTECTION DES DROITS CIVIQUES AVAIENT SURGI ÇA ET LÀ.

D'autre part, c'est également sous le mandat de ce dernier que la notion de "démocratie au sein du Parti" [présentée comme un premier pas en réponse aux demandes générales de démocratisation] est apparue et est devenue une tendance forte. La question fut même étudiée lors du quatrième plénum issu du 17^e Congrès du PCC [en 2009], chose inimaginable aujourd'hui! Le Premier ministre de l'époque, Wen Jiabao, a également abordé le sujet à maintes reprises, mettant en

← *Mao Zedong remet la faucille et le marteau à son successeur Xi Jinping.*
Dessin de **Vasco Gargalo**, Portugal.

Il a dit

“UNE SOCIÉTÉ DICTATORIALE”

Pour son 90^e anniversaire, le grand économiste libéral Mao Yushi rédige une longue lettre publiée par le site en chinois du **Financial Times**. Il y retrace sa vision de la Chine au cours de ses neuf décennies et conclut : *“Mon plus grand regret, c'est très simple, c'est que la Chine soit encore une société dictatoriale ; je souhaite qu'elle puisse évoluer rapidement en un État de droit constitutionnel et démocratique. Peut-être ne verrai-je pas ce jour, mais je suis certain qu'il n'est pas trop lointain [...] J'ai la responsabilité d'avertir qu'un retour en arrière peu amener à la catastrophe.”* Sa dernière phrase est pour la jeunesse : *“Je les incite à avoir une capacité de pensée indépendante, je souhaite qu'ils recherchent la vérité, ainsi que la raison et la logique. S'ils y arrivent, la génération future peut avoir de l'espoir.”*

garde contre un risque de retour à la Révolution culturelle s'il n'y avait pas de démocratie. Même si certains opposants traitaient Wen Jiabao de “roi de la comédie”, ses propos sur la démocratie écorchaient les oreilles des partisans d'une ligne dure au sein du Parti.

Méthode Mao. C'est dans ce contexte d'un Parti gagné par la décadence et la morosité, marqué par la perte des convictions et de la détermination révolutionnaire de ses membres, et alors que le gouvernement peinait à répondre aux défis posés par la société, que Xi Jinping a pris les rênes du PCC. Une telle situation l'inquiétait au plus haut point, d'autant plus que l'effondrement de l'Union soviétique était encore tout récent, et qu'il faisait partie de la “deuxième génération rouge” [les enfants des communistes de la première heure, considérés comme une sorte d'aristocratie], sur les épaules de laquelle pesait la responsabilité de perpétuer le destin de l'étoile rouge. Hu Jintao et Wen Jiabao, enfants de familles “du commun”, n'avaient pas ce poids de la mission à accomplir que connaît Xi Jinping. De ce point de vue, le retour du pouvoir du Parti entre les mains de la “deuxième génération rouge” ne correspondait pas au désir de Xi seul, mais à celui de beaucoup de ses pairs, y compris Jiang Zemin [secrétaire général du Parti entre 1989 et 2002] et Zeng Qinghong [qui servit à Jiang de relais dans les plus hautes instances du pouvoir] qui l'avaient aidé à accéder au sommet de l'État.

Jiang Zemin et Zeng Qinghong avaient imaginé pour Hu Jintao un système d'équilibrage des pouvoirs grâce à une direction multicéphale. Certes, c'était avant tout parce qu'ils n'avaient pas envie de se retirer du devant de la scène, mais les origines ordinaires de Hu Jintao avaient sans doute aussi eu une incidence. Ce schéma de pouvoir, prévu au départ pour limiter ceux de Hu, a abouti en fait à un affaiblissement de la fonction de secrétaire général et n'a fait qu'aggraver la situation évoquée plus haut. L'élite du Parti n'avait pas prévu de telles conséquences. Pour remédier au délitement du PCC, il était donc devenu indispensable de concentrer les pouvoirs dans les mains de son secrétaire général. Sans doute était-ce une conclusion à laquelle les instances dirigeantes étaient arrivées ensemble, car sinon il est difficile d'expliquer comment Xi Jinping a pu jouir d'autant de pouvoirs en si peu de temps.

On peut donc dire que c'est alors qu'il n'était qu'un prétendant au trône que la ligne de gouvernement de Xi Jinping, ses contours et ses grands thèmes, a été esquissée.

Quand Xi Jinping a compris que s'il ne voulait pas que le PCC meure entre ses mains il n'avait pas d'autre issue que de rejeter bon gré mal gré la méthode de Hu Jintao consistant à rechercher l'harmonie à coups de concessions et de reculs, il est passé à l'offensive pour combattre la corruption au sein du Parti et les tensions sociales.

Deux choix s'offraient à lui pour le changement : soit aller de l'avant vers plus de démocratie, soit opérer un retour en arrière vers une méthode à la Mao Zedong. Il a opté pour la deuxième solution, parce qu'il considérait non seulement que la démocratie au sein du Parti était une des

raisons de la situation, mais aussi qu'un processus de démocratisation aboutirait à l'affaiblissement, voire à l'abandon, du rôle dirigeant du Parti. De plus, la manière de penser et d'agir de Mao Zedong était quelque chose de très familier à Xi Jinping, car inscrite dans son pedigree.

Xi Jinping veut être le chef d'État de la renaissance de son pays ; c'est Mao qui est son guide spirituel et non Deng Xiaoping. Cependant, il sait bien que, vivant à l'ère de l'ouverture, de la mondialisation et d'Internet, il lui faut habiller de neuf ses vieilles idées. C'est pourquoi il a parlé d'une “nouvelle ère” pour évoquer celle de son gouvernement : une nouvelle ère caractérisée par la volonté de “devenir plus fort” pour se démarquer du mot d'ordre “devenir riche” de l'époque de Deng Xiaoping et de celle du “relèvement de la nation” de l'ère Mao.

POUR REMÉDIER AU DÉLITEMENT DU PCC, IL ÉTAIT DEvenu INDISPENSABLE DE CONCENTRER LES POUVOIRS DANS LES MAINS DE SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Derrière tout cela se pose la question de la succession de ces deux hommes ; en se posant en héritier de l'œuvre de Mao et de Deng, Xi Jinping a pu asseoir sa légitimité à l'intérieur du Parti. Plus important encore, en qualifiant son ère de “nouvelle”, il a montré sa volonté d'accomplir de grandes choses, en l'occurrence porter la Chine au centre de la scène mondiale.

Pour réaliser ce grand œuvre, la première condition est d'opérer une refonte du Parti pour lui redonner toute sa vitalité et sa force combattive. Pour cela, Xi Jinping a choisi d'attaquer sur deux fronts en contrôlant fermement à la fois les mandarins et le peuple. En effet, le Parti n'a pas une existence abstraite ; s'il veut améliorer son mode de gouvernement, il lui faut d'abord remettre au pas les troupes bureaucrates, mieux tenir les fonctionnaires et restaurer leurs relations avec la population. Pour cela, il faut à Xi Jinping des citoyens dociles et non des citoyens qui lui mettent des bâtons dans les roues ; et lorsque la population a des revendications jugées excessives et indues par le Parti, il convient de les réprimer. Pour Xi Jinping, l'emprise sur les cadres est indissociable du contrôle de la population, ce ne sont que les deux faces d'un même problème. Ce sont deux points fondamentaux dans la conception de la gouvernance de Xi Jinping, et il leur a consacré une grande part de son temps et de son énergie au cours des cinq premières années de son mandat.

Comment régenter les membres de l'appareil politique ? Xi Jinping s'est servi de la lutte contre la corruption pour y parvenir, tout en l'accompagnant d'un travail d'éducation idéologique et de resserrement de la discipline. Comme cette lutte est un outil pour asseoir et consolider son pouvoir et son autorité, il a fallu à Xi Jinping choisir un assistant compétent, d'une fidélité et d'une fiabilité absolues : Wang Qishan, → 30

29 ← avec lequel il a créé une alliance. Les faits ont montré qu'il avait fait ainsi le bon choix, et c'est leur tandem qui a donné le ton durant tout le premier mandat.

Comme quasiment personne n'avait les mains bien nettes au sein de la classe dirigeante du PCC, Xi Jinping a pu combattre la corruption au sein du Parti sans rencontrer de grande résistance. Dès le départ, il s'est montré cependant sélectif, visant en priorité ceux susceptibles de menacer son pouvoir, tandis que vis-à-vis de ses proches, de ses soutiens et des membres de la "seconde génération rouge", il a non seulement fermé les yeux sur leurs agissements, mais les a même confirmés à leurs postes. De ce fait, la campagne anticorruption a pris l'allure d'une épuration politique. En d'autres termes, seuls ceux qui soutenaient Xi Jinping ont pu échapper à une élimination. C'est ce qui a donné naissance à tout un clan de flagorneurs dans les hautes couches dirigeantes. Xi Jinping a encore enfoncé le clou en établissant les règles politiques au sein du Parti, s'assurant de la loyauté de ses cadres.

Impitoyable. En ce qui concerne le contrôle des citoyens, Xi s'est montré impitoyable à l'encontre des voix discordantes, des dissidents et des oppositions, attisant le mécontentement populaire, dévoilant les noirceurs de l'administration ou remettant directement en cause la direction du Parti. Il a exigé que le Parti n'hésite pas à "dégainer ses armes" et à actionner la machine dictatoriale pour les combattre. Au cours des dernières années, les autorités ont arrêté beaucoup plus d'avocats défenseurs des droits civiques et de défenseurs des droits de l'homme qu'à l'époque de Hu Jintao. L'exemple le plus illustre est le coup de filet policier de 2015 [plus de 200 interpellations dans 23 provinces le 9 juillet de cette année]. Pour combattre les personnalités dissidentes de la société civile ou les oppositions en tuant le mal dans l'œuf, le Parti a, sous couvert d'État de droit, transposé ses volontés (en fait, les idées de Xi Jinping) sous forme de lois et d'ordres auxquels les masses populaires doivent se conformer. C'est sa conception du contrôle de la population par la loi. Ces dernières années, la Chine a promulgué ou amendé différents textes de loi visant à réprimer les organisations associatives et les mouvements de défense des droits de l'homme.

Le Parti n'a pas hésité non plus à "dégainer" dans le domaine idéologique. À l'époque de Hu Jintao, les services officiels en charge de l'idéologie avaient battu en retraite face aux différentes idées "erronées" en vogue dans la société, qui contrecarraient l'action du PCC. La faillite du PCC était d'abord idéologique, mais celui-ci ne pouvait pas abandonner le marxisme sur lequel reposait sa légitimité politique. Xi Jinping a compris qu'en cette nouvelle ère, tolérer la diffusion en Chine d'idées capitalistes occidentales, c'était faire courir au pays le risque d'une "évolution pacifique" [allusion au changement de nature du régime honni par le PCC depuis la chute de l'URSS], tout en rendant difficile la réalisation de son "rêve d'un pays fort" [qu'il a pris comme mot d'ordre à son arrivée au pouvoir en 2012].

Contexte

PAS DE PLÉNUM À L'AUTOMNE

Jusqu'à la fin du mois de décembre, la presse de Hong Kong s'est interrogée sur le fait que le Parti communiste ne convoque pas le quatrième plénum du 19^e Congrès. Un plénum se tient avec une régularité de métronome chaque automne à Pékin, et les observateurs attendaient qu'il se consacre cette fois aux questions économiques. Son absence a nourri les rumeurs sur les difficultés politiques que rencontrerait actuellement Xi Jinping au sein du Parti. À la place, l'année s'est terminée sur un grand symposium de célébration du 40^e anniversaire du lancement des réformes, où Xi Jinping a prononcé un long discours.

Selon ses mots, puisque la Chine est entrée dans une "nouvelle ère" qui doit être celle d'un pays "plus fort", il faut naturellement une "nouvelle pensée" pour la guider, qui ne peut venir que de lui-même. La "nouvelle pensée Xi Jinping" s'articule ainsi : tout en exerçant ses fonctions de guide du peuple, le Parti a trouvé une voie qui a permis à la Chine de s'enrichir et de devenir forte ; cette voie n'est pas celle des démocraties libérales occidentales mais une autre qui permet la renaissance nationale ; elle prend naissance avec Mao et culmine avec Xi ; elle mérite d'être promue au niveau mondial. Xi se positionne ainsi à la même hauteur que Mao.

Parallèlement, Xi Jinping a lancé trois grands chantiers dans le domaine de l'économie, de la défense et de la diplomatie. Sur le plan économique, il a cherché à renforcer l'emprise directe du Parti sur les entreprises publiques et sa capacité de supervision de l'ensemble de l'économie, en promouvant une réforme de l'offre orchestrée par les entreprises nationales.

XI JINPING A ESTIMÉ EN 2016 QUE SON POUVOIR ÉTAIT SUFFISAMMENT SOLIDE POUR NE PLUS AVOIR BESOIN DE L'EMBALLAGE DES RÉFORMES.

En matière de défense, il s'est assigné comme objectif de renforcer l'armée, grâce à une réforme destinée à en faire une armée capable d'être victorieuse au combat. Sur le plan diplomatique, à la faveur de la montée en puissance économique de la Chine, il cherche à mettre en place une politique offensive prônant le réalisme. Grâce notamment à l'initiative des "nouvelles routes de la soie" (projet Obor) et à la création de la Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (la BAI), il revendique pour la Chine une prise de parole dans les affaires internationales, avançant vers une position dominante sur la scène mondiale.

Ces orientations décrétées par Xi expriment clairement une volonté offensive, mais pour passer de l'idée à la réalité, il faut encore l'aide de certains facteurs. C'est ainsi que Xi Jinping a utilisé le ressentiment de la population et des membres du Parti à l'encontre de la corruption pour lancer sa lutte contre ce fléau et s'en prendre aux bureaucraties ; par ailleurs, il a profité du mécontentement du clan des intransigeants au sein du Parti et dans l'administration vis-à-vis de l'influence qu'avait prise l'opinion publique [germe d'opposition] pour étouffer celle-ci et accroître son emprise sur la société.

Cependant, Xi Jinping ne souhaite pas pour autant se couper totalement du soutien de l'aile éclairée du Parti et des éléments modérés de la société. C'est ce qui explique l'apparition lors des troisième et quatrième plénums du PCC [du 18^e Congrès du PCC, en 2014] de résolutions appelant à l'approfondissement des réformes et à l'établissement d'un État de droit. Il a ainsi restauré en partie son image de réformateur et

de personnalité respectueuse des lois, même si, dans le même temps, les autorités ont continué d'intensifier leur contrôle de l'opinion publique. Cela a eu au moins le mérite de lever les doutes qui subsistaient dans la société sur la possibilité de la Chine de faire machine arrière [en ce qui concerne la libéralisation de l'économie et les libertés individuelles qui ne touchent pas à la politique].

Avec le recul, on peut dire aujourd'hui que deux considérations ont dicté ces résolutions [d'apparence réformiste] alors prises par Xi Jinping : d'une part, la volonté d'améliorer la gouvernance du PCC pour rendre son règne plus efficace ; d'autre part, à un moment où il n'était pas encore détenteur de tous les pouvoirs, et où le Bureau politique issu du 18^e Congrès était toujours le fruit d'un savant équilibre entre les différentes factions du Parti, ses troupes n'étaient pas majoritaires et son action était encore entravée par d'autres factions et par des grandes pointures du Parti. Ces résolutions ne reflétaient pas entièrement ce qu'il pensait. Mais il entendait grâce à elles gagner le soutien de la population et accélérer l'élimination de ses ennemis politiques sous couvert de lutte contre la corruption.

Le cinquième plénum [du 18^e Congrès, en octobre 2015] avait encore aplani le terrain pour lui pour une année, et, arrivé au sixième plénum [2016], Xi Jinping a estimé que son pouvoir était désormais suffisamment solide pour ne plus avoir besoin de l'emballage des réformes. C'est pourquoi il s'est autoproclamé "cœur du Parti" et a édicté des règles politiques très sévères au sein de celui-ci, exigeant de ses membres une grande loyauté. Il a complètement dominé le 19^e Congrès du PCC, tout comme les deux sessions parlementaires annuelles de 2018. Avec la réforme de la Constitution supprimant toute limite au mandat présidentiel [et lui permettant de prolonger son règne au-delà de deux mandats] et inscrivant la "pensée Xi Jinping", il s'est doté des pleins pouvoirs et se pose désormais vraiment en empereur rouge.

— Deng Yuwen

Publié le 21 novembre 2018

SOURCE



NIUYUE SHIBAO ZHONGWEN WANG

Pékin, Chine

cn.nytimes.com

Le site en chinois du *New York Times*, réalisé par une trentaine de journalistes et traducteurs installés à Pékin, présente une large sélection du quotidien américain traduite en chinois, mais aussi des chroniques et articles originaux en chinois. Le site est bloqué par la censure, mais 80 % de son audience se trouverait en Chine – elle accède au site avec un VPN.